

**Revue de presse journalistique et web spéciale
Conséquences de la catastrophe à Fukushima
Du 26 au 30 mai 2011**

Sommaire

ASN 26/05/2011.....p 1
 France 3 Aquitaine 27/05/2011.....p 2
 Le Télégramme 30/05/2011.....p 3
 Europe 1 30/05/2011.....p 4
 Romandie news 30/05/2011.....p 4

ASN le 26/05/2011

Fukushima : l’ASN demande aux exploitants de lever le dispositif de mesures de la radioactivité de l’environnement en France

<http://www.asn.fr/index.php/S-informer/Actualites/2011/Mesures-de-la-radioactivite-de-l-environnement-en-France>



La carte des mesures de la radioactivité de l’environnement

Afin d’estimer les niveaux de radioactivité sur le territoire français consécutifs aux rejets de la [centrale nucléaire](#) de Fukushima Daiichi, l’ASN avait demandé aux exploitants^[1] de faire preuve d’une vigilance particulière quant aux résultats des mesures effectuées et de renforcer leur surveillance. Les analyses complémentaires, demandées par l’ASN le 22 mars 2011, ont porté sur la surveillance de l’air, avec des mesures de la radioactivité des aérosols et des iodes gazeux.

La synthèse de ces résultats de mesures a été intégrée dans les notes publiées sur le site de l’[IRSN](#) à partir du 24

mars 2011.

L’ensemble des acteurs qui participent à la surveillance de l’environnement et en particulier des associations et des laboratoires universitaires, ont aussi contribué par des mesures spécifiques et indépendantes, à l’évaluation de l’impact à très longue distance des rejets de l’accident de Fukushima.

Les derniers résultats de mesures tant des exploitants dans le cadre de la surveillance spécifique demandée par l’ASN que par l’[IRSN](#), ont confirmé les très faibles niveaux des concentrations en radionucléides artificiels et l’abaissement régulier à partir de la deuxième semaine d’avril 2011 du marquage des masses d’air qui ont atteint la France à la fin du mois de mars 2011^[2].

En conséquence, l’ASN a demandé aux exploitants de lever le dispositif spécifique mis en place.

Les exploitants nucléaires continuent bien évidemment à exercer leur surveillance de l’environnement, conformément aux dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement au réseau national de mesures de la radioactivité de l’environnement (RNM) et sont publiés sur le site internet www.mesure-radioactivite.fr de ce réseau.

[1] 30 sites ont participé : CEA, EDF, [AREVA LA HAGUE](#), [AREVA TRICASTIN](#), [FBFC](#) et les sites de l'[ANDRA](#)

[2] Note d'information n°14 de l'[IRSN](#) :

www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Documents/IRSN_Bulletin14_Bilan-surveillance-environnement-France_22042011.pdf

France 3 Aquitaine le 27/05/2011

L'Aquitaine la plus exposée après Fukushima

<http://aquitaine.france3.fr/info/l-aquitaine-la-plus-exposee-apres-fukushima-68960077.html>



La carte de radioactivité du Criirad

Selon la Criirad, c'est le S-O de la France qui a reçu le plus fort taux de radioactivité.

Roland Desbordes, Président de la CRIIRAD, commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, fera le point sur le nuage radioactif qui a traversé la France après la catastrophe nucléaire de Fukushima. Leurs conclusions diffèrent des rapports officiels.

Le Président de la Criirad, invité du 19/20

[Voir cette vidéo](#)

La Criirad réclame des explications. Elle dénonce de "graves dysfonctionnements" dans l'évaluation des retombées du nuage radioactif japonais. Dans un courrier adressé au Premier ministre et au président de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), elle demande des précisions sur "l'enchaînement des faits et des décisions".

Une radioactivité 20 fois supérieure à celle annoncée

Selon les conclusions de la Criirad, "la France a été contaminée dès le 22 mars", soit "deux jours avant la date indiquée" par l'IRSN. Les masses d'air contaminées "ont affecté les trois quarts de la France", et non pas "le seul sommet du Puy-de-Dôme".

Par ailleurs, "l'activité de l'iode 131 particulière était plus de 20 fois supérieure à celle annoncée pour le 24 mars", ajoute-t-elle. La Criirad s'appuie sur une cartographie qu'elle a réalisée à partir des "chiffres de l'IRSN et de certains exploitants".

Les constats concernent "en tout premier lieu" le travail de l'IRSN "mais il est possible que la responsabilité des grands exploitants du nucléaire (...) soit également engagée", ajoute l'association en citant EDF, Areva et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). L'IRSN avait estimé que l'arrivée d'une "masse d'air faiblement contaminée" avait "probablement" eu lieu au cours de la journée du 24 mars, en se basant sur des mesures effectuées par sa station installée au sommet du Puy-de-Dôme.

L'Aquitaine la plus touchée

Le sud-ouest a reçu selon la Criirad entre 0,93 mBq/m et 0,82mBq/m³, soit les plus fort taux de radioactivité relevés en France. Cependant l'organisme précise que ce sont des rejets à très faible impact sans conséquence pour l'homme.

Le problème pour la Criirad c'est en cas d'accident nucléaire impliquant des contaminations plus élevées. L'IRSN doit donner des résultats fiables et transparents. C'est pourquoi elle a lancé une pétition "pour une transparence totale sur la radioactivité de l'air que nous respirons".

L'IRSN se défend

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) réfute ces "allégations". "L'IRSN regrette l'interprétation de la Criirad sur les données disponibles. (...) Un simple échange aurait permis de lever toute ambiguïté concernant l'interprétation des résultats mis à disposition du public".

Pour l'IRSN c'est la Criirad qui a commis une "erreur d'exploitation (...) des résultats de surveillance disponibles sur les différents sites internet". Selon l'Institut, l'association a utilisé des relevés qui correspondent à plusieurs jours de mesures et non une seule journée. Ainsi, concernant la station d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), les données rendues publiques correspondent au prélèvement effectué du 22 mars au 31 mars mais ne comportait, sur le site officiel affichant les résultats, que la seule date de début, c'est-à-dire le 22 mars, souligne l'IRSN.

L'IRSN confirme donc, comme elle l'avait annoncé le 26 mars, que l'arrivée d'une "masse d'air faiblement contaminée" avait "probablement" eu lieu au cours de la journée du 24 mars, en se basant sur des mesures effectuées par sa station installée au sommet du Puy-de-Dôme.

Le Télégramme le 30/05/2011

Allemagne. L'abandon du nucléaire d'ici 2022 est officiel !

<http://www.letelegramme.com/jg/generales/france-monde/monde/allemande-l-abandon-du-nucleaire-d-ici-2022-est-officiel-30-05-2011-1319598.php>

L'Allemagne est devenue cette nuit la première puissance industrielle à renoncer à l'énergie atomique qui procure pourtant 22% de ses besoins en énergie. Le pays fermera ses derniers réacteurs nucléaires en 2022 et la grande majorité des 17 réacteurs allemands ne sera plus en service d'ici fin 2011. Une décision "irréversible" et historique soulignent en chœur le ministre Norbert Röttgen et la chancelière Angela Merkel.

> [Fukushima, un drame aux conséquences planétaires](#)

Huit réacteurs nucléaires ne sont déjà plus connectés au réseau de production d'électricité et ne seront plus réactivés.

L'Allemagne devra donc trouver d'ici fin 2022 comment couvrir 22% de ses besoins en électricité actuellement couverts par ses centrales atomiques.

Ce calendrier correspond à celui fixé au début des années 2000 par une coalition sociaux-démocrates/Verts.

La chancelière allemande avait pourtant fait voter fin 2010 un prolongement de 12 ans en moyenne de la durée légale d'exploitation des réacteurs du pays mais [la catastrophe de Fukushima en mars](#) dernier a changé la donne.

Le 6 juin prochain, cette décision d'arrêt total sera formalisée en conseil des ministres. Ce matin, la présidente du groupe nucléaire Areva, Anne Lauvergeon, estime [sur BFM Radio](#), que la décision allemande de fermer ses derniers réacteurs nucléaires en 2022 est "totalement politique", tout en indiquant qu'elle n'exclue pas un retournement de situation d'ici cette échéance.

Europe 1 le 30/05/2011

Duflot : "faire sans le nucléaire" (E1)

<http://www.europe1.fr/International/Duflot-faire-sans-le-nucleaire-E1-564653/>

La secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Cécile Duflot, a réagi, au micro d'Europe 1 lundi, à la [décision de l'Allemagne d'abandonner le nucléaire d'ici 2022](#). Elle souhaiterait que le même choix soit fait en France : "évidemment que ça nécessite plus d'efforts, mais c'est tout à fait possible. On est tellement en retard pour les énergies renouvelables en France, qu'on a une marge de progression considérable".

"Il faut sortir de cette intoxication mentale qui nous fait croire qu'il n'y a pas d'autre énergie que le nucléaire", a-t-elle ajouté, estimant que "ce qu'il faut, c'est prendre cette décision. L'Allemagne et la Suisse montrent tout à fait qu'on peut faire sans le nucléaire".

Romandie news le 30/05/2011

PRESSE/CH/Nucléaire: 80% des Suisses en faveur de la sortie de cette énergie

http://www.romandie.com/news/n/PRESSECHNuclaire_80_des_Suisses_en_faveur_de_la_sortie_de_cette_energie300520110605.asp

Berne (awp/ats) - La population suisse n'a jamais été aussi tranchante sur la question du nucléaire: 80% des Suisses soutiennent la décision du Conseil fédéral de sortir progressivement du nucléaire. Pour ce faire, les sondés accepteraient de payer plus pour le courant.

C'est le résultat d'un sondage Isopublic publié dimanche dans la "SonntagsZeitung" et effectué auprès de 503 personnes. Il y a deux mois et demi, peu après la catastrophe de Fukushima, 74% des Suisses disaient vouloir sortir de l'énergie nucléaire. Cette fois-ci, la barre des 75% est dépassée dans toutes les catégories de personnes (sexe, âge, profession) et dans toutes les régions de Suisse.

Même l'électorat des partis politiques bourgeois est clairement pour la sortie du nucléaire. Une majorité se dessine aussi du côté des électeurs UDC. Chez les sympathisants du PS et des Verts, les 100% d'avis favorables sont presque atteints.

En outre, 64% des sondés sont prêts à déboursier 15% de plus pour un courant produit sans recours au nucléaire. Ils ne sont que 24% à estimer que la sortie du nucléaire devrait être reconsidérée si le prix de l'électricité grimpe de 15%.

Les conséquences pour l'environnement ne sont pas non plus un tabou. Pour 85% des sondés, il ne faut pas que des considérations relatives à la protection du paysage ou des monuments paralysent le développement de nouvelles sources d'énergie.